Élections INRAE 2024
au Conseil de Gestion du Département ECODIV

Les Conseils Scientifique et de Gestion du Département INRAE ECODIV sont des lieux essentiels de la vie de la recherche, de ses unités et de ses personnels et contribuent aux décisions prises par la direction du Département.

Les missions du Conseil de Gestion concernent la répartition de la subvention d'Etat (organisation des infrastructures, outils collectifs, formations collectives, expertise de projets, équipements moyens, ...) et plus généralement, toute question de sa compétence qui lui est soumise par le Chef de département ou dont l'inscription à l'ordre du jour a été demandée par le quart au moins de ses membres.

Nous sommes **candidats au Conseil de Gestion ECODIV** pour représenter les personnels et les collectifs de travail. Pour nous, le rôle des élus est de **relayer et défendre les préoccupations et revendications des personnels de toutes catégories** afin de faire vivre et développer nos disciplines de recherche, de **produire de la recherche de qualité utile à la société** dans son ensemble. Le Conseil de Gestion ECODIV est et doit rester un lieu de débat libre entre le département et ses élus permettant de rendre des arbitrages instruits et justes. Le Conseil de Gestion ECODIV doit continuer à promouvoir la coopération et non la compétition.

Les élus CGT sortants dénoncent le manque de moyens récurrents dans les unités qui ne permettent même plus de faire face à l'explosion des charges (fluides, électricité, …), le recours accru aux contractuels pour pallier l'insuffisance du renouvellement des postes de titulaires qui alourdit la charge de travail des permanents, complexifie les activités de recherche et d'administration et prive nos collègues non titulaires d'un avenir stable. Nous avons lutté, à différents niveaux, contre le RIFSEEP, et son projet de rémunération « différenciée » pour des agents de même indice. Nous avons été particulièrement attentifs aux conditions de travail des collègues, notamment dans les Unités de Service et les Unités Expérimentales. Alors que des attaques gouvernementales accrues, dont la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) est le dernier avatar, ne cessent de remettre en cause le développement de l'activité de recherche de nos unités, en particulier au niveau de leur financement et du renouvellement des emplois, et dénaturent fortement nos conditions de travail en tendant à opposer les personnels les uns aux autres, il est indispensable d'affirmer et de défendre les points ci-dessous, non exhaustifs, mais révélateurs des errements de la politique actuelle de recherche, **comme seule une liste syndicale peut vraiment le faire** :

- Pour le rétablissement d'un soutien de base significatif, prenant en compte toutes les catégories de personnels ;
- Contre la multiplication des appels d'offres qui précarise les ressources financières de nos unités et maintient une culture de la compétition / concurrence sur des projets de court terme alors qu'elle dessert l'efficacité de la recherche et le public qui en bénéficie ;
- Contre le recours à l'emploi précaire sur poste pérenne et/ou pour répondre à une demande de recherche du chiffre ;
- Pour l'arrêt des tentatives de rémunération au « mérite » comme ont pu l'être le RIFSEEP ou la RIPEC, de retour avec la LPPR ;
- Contre les contrats d'objectifs mentionnés dans les fiches d'entretien annuel, qui créent de la frustration et du malaise voire de la démobilisation quand ceux-ci ne sont pas atteints ou jugés pas assez ambitieux ;
- Pour des entretiens bienveillants, basés sur la confiance et dans un esprit d'accompagnement du supérieur hiérarchique pour progresser collectivement et efficacement ;
- Pour le maintien d'une gestion nationale des personnels de toutes catégories ;
- Contre les restructurations et fermetures arbitraires d'unité et les mobilités forcées des personnels ;
- Défense des unités expérimentales et des fonctions d'appui, contre leur « externalisation » et leur mutualisation au détriment des personnels ;

- Défense de l'existence des départements comme élément structurant du dispositif de recherche INRAE national face à la dislocation territoriale envisagée ;
- Moratoire quant au déploiement des outils de gestion SIFAC et Notilus.

Elus sur cette profession de foi, nous nous engageons à défendre un INRAE public et national, à 100 % au service de tous les citoyens. Nous nous engageons à utiliser cette instance pour relayer vos aspirations à une recherche publique, libre, indépendante, collaborative et efficace.

Votez et faites voter pour la liste CGT – INRAE

Liste des candidats CGT-INRAE à l'élection des représentants du personnel au Conseil de Gestion du département ECODIV

1 Madame Nathalie LEROY IEHC Grand-Est-Nancy / UMR1434 SILVA	**8 Madame Florence JEAN** IECN Provence-Alpes-Côte d'Azur / URFM
2 Monsieur Maxime CAILLERET CRCN Provence-Alpes-Côte d'Azur / UMR1467 RECOVER	**9 Monsieur Didier BESOMBES** TREX Provence-Alpes-Côte d'Azur / URFM
3 Madame Valentine AUBARD IECN Provence-Alpes-Côte d'Azur / UMR1467 RECOVER	**10 Monsieur Jérôme ROUSSELET** CRCN Val de Loire / UR0633 URZF
4 Monsieur Stéphane PONTON CRCN Grand-Est-Nancy / UMR1434 SILVA	**11 Monsieur Nasradin TOUHAMI** TRSUP Provence-Alpes-Côte d'Azur/UR0629 URFM
5 Madame Béatrice COURTIAL IR Val de Loire / UR0633 URZF	**12 Monsieur Maurice DAMIEN** IEHC Grand-Est-Nancy/UMR1434 SILVA
6 Monsieur Frédéric JEAN IECN Provence-Alpes-Côte d'Azur/UR0629 URFM	**13 Madame Emmanuelle MAGNOUX** AI Val de Loire/UR0633 URZF
7 Monsieur Ivan SCOTTI DR2 Provence-Alpes-Côte d'Azur/UR0629 URFM	**14 Madame Pascale DUFOUR** TRSUP Occitanie-Toulouse/UR0035 CEFS